

Les Pré

Les Précurseurs, sentinelles de Dieu auprès des évêques, au cœur de la Cité et des cités !



XVIe arrondissement de Paris : Ann-Katrin Jégo, colistière de Goasguen, censure son blog pro-Femen, pro-avortement et pro-dénaturation du mariage



Un homme peut-il survivre en démocratie ?



VIDÉO | La manif' contre la répression policière et idéologique comme si vous y étiez



La volte-face atlantiste du premier ministre polonais Donald Tusk

Lettre d'actualité

Envoyer

2

Ecrit le 20 mar 2014 à 23:48 par Eric Martin dans Poing de vue

Hans-Hermann Hoppe : « La meilleure chose à faire pour la liberté serait de diviser l'Europe en plein de petits États. »

J'aime 6

10



Entretien réalisé par Malte Fischer avec Hans-Hermann Hoppe dans *Wirtschaftswoche*, le 4 janvier 2014. Hans-Hermann Hoppe est un philosophe et un économiste américain de l'école autrichienne qui se définit comme anarcho-capitaliste et, à défaut, monarchiste. Traduction de Solène Tadié pour l'Institut Coppet.

« La meilleure chose à faire pour la liberté serait de diviser l'Europe en plein de petits États. Cela vaut également pour l'Allemagne. Plus l'expansion territoriale d'un État est petite, plus il est facile d'émigrer et plus l'État doit se montrer conciliant envers ses citoyens, afin de garder ceux qui sont productifs. »

Wivo : Professeur Hans-Hermann Hoppe, les interventions de l'État dans l'économie ont certaines conséquences actuellement. De nombreux citoyens désirent plus d'État et moins de marché. Comment l'expliquez-vous ?

Hoppe : L'histoire nous démontre que les crises alimentent la croissance de l'État. Ce fait devient particulièrement manifeste avec les guerres ou les attaques terroristes. Les gouvernements exploitent ces crises, dans le but de se faire passer pour des sauveurs. Il en va de même pour la crise financière. Cela a fourni aux gouvernements et aux banques centrales une excellente occasion d'intervenir de façon encore plus massive dans l'économie. Les représentants de l'État ont réussi à transférer la responsabilité de la crise sur le capitalisme, les marchés, et la cupidité.

Wivo : *L'économie mondiale ne serait-elle pas, sans les interventions des banques centrales ou des gouvernements (sous forme d'injections de liquidités et de programmes conjoncturels), précipitée dans une profonde dépression, semblable à celle des années 30 ?*

Hoppe : Il y a une fausse croyance selon laquelle les gouvernements et les banques centrales pourraient aider, par des programmes, l'économie à se remettre sur pieds. Les « programmes conjoncturels » existaient déjà dans les années 30 aux États-Unis, mais la Grande dépression s'est achevée juste après la Seconde Guerre mondiale. Durant les années qui ont précédé, le chômage aux États-Unis n'est jamais descendu à moins de 15%. Les banques se sont accaparé l'argent de la banque centrale, au lieu d'accorder des prêts. Quelque chose de similaire se produit aujourd'hui. L'argent n'atteint pas les marchés des produits réels et les prix augmentent de peu. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas d'inflation. Il suffit de voir le développement des marchés actions pour déterminer où afflue l'argent. L'inflation s'installe dans les marchés financiers.

Wivo : *La baisse des marchés actionnaires est également une conséquence des intérêts réels négatifs, qui rendent l'épargne peu attractive ...*

Hoppe : ... Et de cette façon, ils mettent en danger notre bien-être. Une économie peut se développer seulement si les hommes épargnent davantage et consomment moins. Sans épargne, il n'y a point d'investissements viables.

Wivo : *Pour quelle raison ?*

Hoppe : Je vais vous donner un exemple simple. Imaginez Robinson Crusoe et Vendredi sur leur île déserte. Si Robinson pêche des poissons et ne les consomme pas tout de suite, mais les donne à Vendredi, ce dernier peut manger pour quelques jours et employer son temps à finir de tisser un nouveau filet. Avec ce filet, Vendredi peut pêcher des poissons, pour les manger et en redonner une partie à Robinson. Tous deux sont dans une situation plus favorable qu'auparavant. Que se passe-t-il toutefois si Robinson n'épargne pas, et qu'il mange à lui tout seul tous les poissons et donne à Vendredi un certificat, qu'il pourra échanger contre du poisson ? Lorsque Vendredi ira trouver Robinson pour faire valoir son certificat, il s'apercevra qu'il n'y a plus de poissons. Il devra se procurer par lui-même de la nourriture rapidement et n'aura pas le temps d'achever le nouveau filet, qui demeure de fait un projet abandonné, un mauvais investissement. La qualité de vie de Robinson et de Vendredi s'amointrira.

« Le prochain crash sera encore plus violent que le précédent. »

Wivo : *Qu'est-ce que tout cela a à voir avec notre situation actuelle ?*

Hoppe : Quelque chose de similaire se produit dans nos économies. La création de crédit sortie de nulle part comprime artificiellement les intérêts vers le bas et déchaîne les investissements, qui n'ont pas de contrepartie en épargne. À cause des taux d'intérêts bas, on épargne très peu et on consomme toujours plus, tout comme Robinson qui n'économise pas et mange tous les poissons. La consommation accrue ôte les ressources aux investissements, les projets ne peuvent se concrétiser, les banques coupent les crédits, les projets sont liquidés, l'économie se précipite dans la crise.

Wivo : *Cela signifie qu'un krach est à prévoir pour bientôt ?*

Hoppe : Les banques centrales tentent de mettre un terme à la crise avec encore plus de crédits et plus de monnaie, alors que celle-ci résulte précisément de trop de monnaie et de trop de crédit. Par conséquent, le prochain crash sera encore plus violent que le précédent.

Wivo : *Les autorités monétaires promettent de freiner la liquidité à temps, avant que la situation ne soit compromise.*

Hoppe : Cela peut être possible, en théorie. Les banques centrales pourraient réduire la quantité de monnaie, en vendant des titres d'État. Seulement dans la pratique, cela ne s'est jamais vu. En effet, cela contrevient à la stratégie des banques centrales de maintenir les taux d'intérêt les plus bas possibles...

Wivo : ... Et de créer de l'inflation ?

Hoppe : Les banques centrales cherchent à sauver le système de papier monnaie par tous les moyens. Je crains que la prochaine étape ne soit l'élimination de la compétition encore existante des monnaies fiduciaires à travers une centralisation bancaire et de la monnaie. En fin de compte, il pourrait y avoir une sorte de banque centrale globale avec une monnaie communautaire globale, dans laquelle confluerait euro, dollar, et yen. Libérée de la compétition avec d'autres monnaies, cette banque aurait encore plus le champ libre pour l'inflation. La crise ne s'achèverait pas ; pis : elle se propagerait à un niveau global avec véhémence.

Wivo : *Quelques économistes appellent au retour de l'étalon-or afin de bloquer les banques centrales...*

Hoppe : Les gouvernements et les banques centrales feront de la résistance. Comme un État ayant le monopole de la distribution de monnaie, les banques centrales n'ont pas intérêt à perdre leur pouvoir. Un retour volontaire à l'étalon-or me paraît donc peu réaliste.

Wivo : *Que dire de la Chine, le pays qui voudrait établir le yuan comme monnaie de réserve ?*

Hoppe : Ce serait pour la Chine une manœuvre habile que de garantir la couverture du yuan avec l'or, éclipsant ainsi la domination du dollar. Si le yuan était couvert par l'or, les jours de l'hégémonie américaine et du dollar seraient comptés. L'Occident fera donc tout pour empêcher cela.

« L'Amérique a tout intérêt à ce que l'euro perdure, parce que cela rend la concurrence plus commode qu'avec 17 monnaies nationales. Pour faire valoir ses intérêts propres par pression politique, l'Amérique doit s'adresser à une seule et unique banque centrale : la BCE. »

Wivo : *En Europe, les gouvernements et la banque centrale se sont placés au-dessus de la loi et du droit pour le sauvetage de l'euro, sans qu'il y ait le moindre cri d'alarme de la part des citoyens en Allemagne...*

Hoppe : Les Allemands se laissent dicter par l'Amérique ce qu'ils peuvent faire ou ce qu'ils doivent faire. L'Amérique a tout intérêt à ce que l'euro perdure, parce que cela rend la concurrence plus commode qu'avec 17 monnaies nationales. Pour faire valoir ses intérêts propres par pression politique, l'Amérique doit s'adresser à une seule et unique banque centrale : la BCE.

Wivo : *Le sauvetage de l'Euro et le transfert croissant de compétences à Bruxelles génèrent un mal-être parmi la population. Les élites politiques ont-elles épuisé la capacité d'intégration des citoyens ?*

Hoppe : Les États ont généralement tendance à centraliser leur pouvoir. En Europe, la cession de compétences à Bruxelles devrait éliminer la concurrence des pays entre eux. Le rêve des étatistes est un État mondial avec des taxes et des règles uniformes, qui ôte aux citoyens la possibilité d'améliorer leur niveau de vie, en émigrant. Les citoyens reconnaissent que l'Union européenne, dans le fond, est un appareil global de redistribution. Cela foment le mécontentement et attise la jalousie des peuples entre eux.

Wivo : *Que pouvons-nous faire pour nous en prémunir ?*

Hoppe : La meilleure chose à faire pour la liberté serait de diviser l'Europe en plein de petits États. Cela vaut également pour l'Allemagne. Plus l'expansion territoriale d'un État est petite, plus il est facile d'émigrer et plus l'État doit se montrer conciliant envers ses citoyens, afin de garder ceux qui sont productifs.

Wivo : *Vous préconisez un retour au « Kleinstaateri », le système de mini-États du 19^{ème} siècle ?*

Hoppe : Regardez le développement économique-culturel. Au 19^{ème} siècle, ce qui est aujourd'hui l'Allemagne était la région-guide de l'Europe. Les plus grandes performances culturelles naquirent à cette période, durant laquelle il n'y avait pas de grand État central. Les petits territoires étaient en intense concurrence entre eux. Chacun voulait posséder les meilleures bibliothèques, théâtres et universités. Cela a dynamisé le développement culturel et intellectuel bien plus qu'en France par exemple, qui à l'époque était déjà un pays centralisé. Là-bas, tout se concentrait à Paris, tandis que le reste du pays se noyait dans le néant culturel.

Wivo : *Mais le libre commerce risquerait d'être menacé par la sécession et un retour aux nations fragmentées.*

Hoppe : Au contraire : les petits États doivent pousser le commerce. Leur marché n'est pas assez grand et eux sont trop peu diversifiés pour vivre en autarcie. S'ils ne commercent pas librement entre eux, ils meurent en l'espace d'une semaine. Au contraire, un grand État comme les USA peut s'approvisionner seul et n'est donc pas dépendant de l'échange avec d'autres États. D'autre part, les petits États souverains ne peuvent décharger leurs fautes (et leurs dettes) sur les autres, lorsque quelque chose ne fonctionne pas. Dans l'UE, Bruxelles est jugée responsable pour tous les dysfonctionnements possibles et imaginables. Dans de petits États indépendants, les gouvernements répondraient eux-mêmes des dysfonctionnements de leur pays respectif. Cela a un effet pacificateur sur les relations entre nations.

Wivo : *Les petits États auraient leurs propres monnaies. Ce serait la fin de l'intégration des marchés financiers...*

Hoppe : Les petits États ne peuvent se permettre d'avoir leurs propres monnaies, parce que cela ferait grimper les coûts des transactions. Ils se dirigeraient vers une monnaie commune, indépendante et qui ne serait pas influencée par les gouvernements individuels. Ils s'accorderaient très probablement sur une monnaie solide comme l'or ou l'argent, dont la valeur serait établie par le marché. Les petits États conduisent à moins d'État et à plus de marché dans le système monétaire.

Wivo : *Si l'Europe devenait une agglomération de petits États, quel serait son poids dans un contexte international de grands pays ?*

Hoppe : Comment font la Suisse, Liechtenstein, Monte-Carlo, et Singapour pour être en avance sur tout le monde dans ce cas ? Mon impression est que ces pays sont mieux portants que l'Allemagne, et que les Allemands étaient mieux lotis avant de s'embarquer dans l'aventure de l'euro. Nous devrions nous libérer de l'idée que les affaires se font entre États. Les affaires se font entre les hommes et les entreprises, qui produisent ici et là. Ce ne sont pas les États qui entrent en compétition, mais les entreprises entre elles. Ce n'est pas la grandeur d'un État qui en détermine le bien-être, mais la capacité de ses citoyens.

« L'idée d'un État minimal est conceptuellement erronée. Les États minimaux ne peuvent jamais demeurer minimaux. »

Wivo : *Indépendamment du nombre de territoires souverains, la question qui se pose est celle de la quantité d'État dont une société a besoin. Les libéraux classiques encouragent un État « gardien de nuit », qui se limite à la garantie de la liberté, de la propriété et de la paix. Vous, vous ne voulez plus aucun État. Pourquoi ?*

Hoppe : Les libéraux classiques sous-évaluent la tendance expansive, inhérente à l'État. Qui détermine ensuite combien de policiers, de juges et de soldats – payés par les taxes – il doit y avoir ? Dans le marché basé sur le libre échange et le paiement de biens et de services, la réponse est simple : l'on produit autant de lait que demandé, et au prix que les consommateurs sont disposés à payer. Le gouvernement d'un État, cependant, répondra à la question « combien » de la manière suivante : plus nous avons d'argent, plus nous pouvons faire. Et pouvant contraindre les citoyens à payer des impôts, le gouvernement exigera toujours plus de ressources et fournira des services toujours plus médiocres. L'idée d'un État minimal est conceptuellement erronée. Les États minimaux ne peuvent jamais demeurer minimaux.

Wivo : *Mais qui devrait protéger la propriété et garantir le droit, si ce n'est l'État ?*

Hoppe : Si l'État protège la propriété avec des policiers, il perçoit des taxes à cet effet. Les taxes, en revanche, sont une expropriation. L'État devient ainsi protecteur de la propriété en expropriant les propriétaires. Et un État qui veut garantir la loi et l'ordre, mais peut lui-même légiférer, est un gardien de la loi qui viole la loi.

Wivo : *À qui voulez-vous confier le devoir de protéger le droit et la propriété ?*

Hoppe : Ces tâches devraient être confiées à des entreprises qui seraient mises à l'épreuve sur le libre marché, de la même façon que pour tous les autres biens et services. Chaque société est caractérisée par des conflits de propriété, mais ça ne devrait pas être à l'État de les résoudre. Imaginez une société sans État. Dans un ordre naturel de ce genre, chaque personne est à considérer avant tout comme propriétaire de toute chose qu'elle contrôle. Le costume que vous portez, en effet, vous appartient. Quiconque prétend le contraire doit le prouver. Dans un ordre de ce type, les conflits sont traités par des autorités naturelles. Dans les communautés villageoises, ces personnes sont respectées de tous. Elles font office de juges. Si des conflits émergent entre des personnes de communautés différentes, et qui s'adressent à des juges différents, alors le conflit est à résoudre à un niveau supérieur. L'important est qu'aucun juge n'ait le monopole du droit.

Wivo : *Cela semble plutôt irréaliste...*

Hoppe : ... Mais ça ne l'est pas. Regardons un peu comment sont réglés aujourd'hui les conflits, qui dépassent les frontières. Au niveau international, il règne une sorte d'anarchie du droit, étant donné qu'il n'y a pas d'État mondial régulateur. Que font les citoyens du triangle de Basel, c'est-à-dire les Allemands, les Français et les Suisses, si un conflit naît entre eux ? Chacun peut s'adresser initialement à sa juridiction respective. Si l'on ne trouve pas d'accord, des arbitres indépendants sont mandatés, et émettent un verdict. Y a-t-il pour autant plus de conflits entre les citoyens de cette région qu'entre les citoyens de Cologne et Düsseldorf ? Pas que je sache. Cela démontre qu'il est possible de résoudre pacifiquement des litiges interpersonnels, sans pour autant que l'État ait le monopole du droit.

Wivo : Un système de droit sans État pourrait dépasser l'imagination de la plupart des citoyens.

Hoppe : Pourquoi ? Dans le fond ce sont des idées facilement compréhensibles, qui ont été éradiquées par les chantres du pouvoir étatique au cours des siècles. Le fait de substituer la liberté des hommes par le choix d'une législation d'un état qui en a le monopole a été une erreur évolutionniste. Cela a fait que les élections généralistes-universelles ont mis au pouvoir des péquenards, qui ont par la suite usé de leur pouvoir de législateur pour s'enrichir sur la propriété de ceux qui possédaient davantage. Un chef de clan, au contraire, qui est volontairement désigné comme médiateur en cas de litige, pourrait être un homme riche, qui n'a aucune raison de convoiter la propriété d'autrui. Dans le cas contraire, on ne le désignerait pas comme modérateur.

« La meilleure défense de la liberté est celle qui ne procure de monopole à personne. Dès lors qu'il y a monopole, ce ne sont pas des enfants de cœur qui émergent. »

Wivo : Comment voulez-vous empêcher, dans un monde sans ordre d'état, que des droits à la liberté comme celui de l'intégrité physique ne soient piétinés ?

Hoppe : Je vais vous poser une contre-question : aujourd'hui ces infractions sont-elles empêchées par l'existence des États ? Non. Il y aura toujours des endroits où auront lieu des homicides involontaires ou volontaires, tant que l'homme sera l'homme. Les États ont-ils de quelque façon amélioré la situation ? J'ai de sérieux doutes là-dessus. Les États sont également conduits par des hommes. Mais à la différence des communautés sans État, les chefs d'État ont le monopole – même temporairement – du pouvoir. Cela ne les rend-il pas pires que ce qu'ils sont à l'origine ? Les hommes ne sont pas des anges, et ils sèment souvent le trouble et le mal. C'est pour cette raison que la meilleure défense de la liberté est celle qui ne procure de monopole à personne. Dès lors qu'il y a monopole, ce ne sont pas des enfants de cœur qui émergent.

Wivo : Admettons que nous vous suivions et que nous confions les tâches habituelles de l'État - comme la protection de la propriété et la jurisprudence - à des organisations privées. Ne devrions-nous pas faire face au même problème dans ces organisations, où les voyous prendraient les commandes et formeraient un cartel aux dépens des citoyens ?

Hoppe : Le risque que l'on en arrive là est minime. Les cartels peuvent survivre à long terme seulement si l'État les protège. Les entreprises forment des cartels pour s'emparer du marché. Cela profite aux membres les plus faibles. Les plus forts quant à eux peuvent s'assurer de grosses parts de marché en dehors du cartel. Dès qu'ils s'en rendent compte, le cartel se dissout.

Wivo : Mais en attendant, les membres du cartel ne manquent pas d'exploiter les citoyens.

Hoppe : Et que préconisez-vous, le suicide par peur de la mort ? Si vous confiez cette mission à l'État, il a d'entrée de jeu le monopole, dont il peut abuser pour limiter la liberté des citoyens.

Wivo : Comment pensez-vous traiter le problème des externalités dans une société privée sans État ? Qui devrait s'assurer, par exemple, que les responsables de dégâts environnementaux en assument les coûts ?

Hoppe : Le problème est facile à résoudre. Il suffit de donner le droit à ceux qui ont subi le préjudice de déposer plainte. Ainsi, ils peuvent faire comparaître l'auteur du dommage devant le juge et demander réparation. Au 19^{ème} siècle, il était d'usage que les citoyens assignent les entreprises, si ces dernières avaient détérioré leur propriété par des dommages environnementaux. L'État a par la suite limité ce droit, pour protéger certains secteurs industriels. Il est crucial que les droits de propriété soient clairement établis. Le principe de base devrait être le suivant : qui arrive en premier obtient le droit de propriété. Par exemple, si une entreprise fait une installation dont émane une importante pollution aux alentours d'habitations, les habitants ont le droit d'attaquer l'entreprise en justice. C'est un principe simple, que même les enfants comprennent. En Amérique, au temps des chercheurs d'or, des critères se sont développés – sans la participation de l'État –, prévoyant la délimitation des terrains des chercheurs d'or. À l'époque, il y avait des personnes qui enregistraient les plaintes. Cela prouve que les questions de propriété peuvent se résoudre sans l'État.

Wivo : Vous ne pouvez toutefois pas organiser la défense du pays sans l'État, et nul ne peut être exclu de la sécurité que l'armée garantit. Nous avons pour ainsi dire besoin de l'État, pour faire participer les citoyens, au moyen des taxes, au financement de l'armée.

Hoppe : Qui vous dit que tous les citoyens veulent être défendus ? Nous vivons dans un monde de rareté. L'argent, qui est dépensé pour la défense du territoire, n'est plus disponible pour le reste. Certains hommes ne veulent absolument pas être défendus, et prendraient bien plus volontiers le large vers Hawaï pour des vacances, avec leur argent. En cas d'attaque extérieure, ces derniers prendraient probablement le parti de quitter le pays et n'auraient pas besoin de la protection d'une armée. L'État n'a aucun droit de les contraindre au financement des forces armées par le biais des impôts. Dans une société sans État, les hommes peuvent, s'ils le souhaitent, former de petites unités comme les communautés villageoises et se défendre seuls ou bien engager des services de sécurité privés. Ils auraient la liberté de décider par eux-mêmes de la façon de dépenser leur argent.

> le site de l'Institut Coppel

Note: 0.0/5 (0 votes enregistrés)

J'aime 10

Mots-clés : anarcho-capitalisme, anarcho-monarchisme, antiétatisme, Chine, Étalon Or, Etat, étatismisme, Etats-Unis, Europe, Hans-Hermann Hoppe, Histoire, libertés, monnaie, propriété privée, UE, Union européenne

Eric Martin



-
-

Plus d'articles de Eric Martin »

- Articles pouvant vous intéresser:
-
- anarcho-capitalisme
- anarcho-monarchisme
- antiétatisme
- Chine
- Étalon Or
- Etat
- étatisme
- Etats-Unis
- Europe
- Hans-Hermann Hoppe
- Histoire
- libertés
- monnaie
- propriété privée
- UE
- Union européenne



AGENDA | Séminaire philosophique avec le Dr Nigel Ashford jeudi 2 mai



AGENDA | Séminaire philosophique avec le Dr Nigel Ashford

Daniel Tourre : « Il y a un sérieux renouveau doctrinal chez les libéraux »



Les anarcho-monarchistes sortent du bois et se mobilisent contre le « crime anti-peuple du 6 mai 2012 »



L'État, cette mafia qui veut votre bien à coups de poing dans la gueule



VIDÉO | Nicolas Doze : l'angoisse fiscale, c'est maintenant !